



TYPHANIE AFSCHRIFT
PROFESSEURE
ORDINAIRE À L'ULB

Oui, les impôts font fuir

'est quelque chose que l'on sent mais qu'il est toujours mieux de pouvoir quantifier. Les augmentations d'impôts ou les excès de réglementation font fuir les gens, et encore plus les entreprises. Une partie de la population "vote avec ses pieds". Lorsque les impôts dépassent toute mesure, ils vont ailleurs malgré les inconvénients humains, professionnels et familiaux que cela implique. Le mérite du fiscaliste américain Dan Mitchell, dans une publication dans la revue *International Liberty*, est d'avoir chiffré cela pour les migrations fiscales à l'intérieur des Etats-Unis.

Il ne s'agit donc pas seulement de constater que des Belges partent pour la Suisse ou pour le Portugal, entre autres, mais de constater qu'à l'intérieur même d'un Etat fédéral comme les Etats-Unis, avec un niveau de vie comparable, et malgré la présence d'un impôt fédéral unique applicable partout, il suffit de quelques différences entre les différents Etats fédérés pour qu'un véritable courant de migration fiscale s'instaure de manière durable.

Dan Mitchell a ainsi constaté qu'entre 2021 et 2022, certains Etats américains avaient vu leur population diminuer, de manière très nette, alors que dans le cas d'autres Etats, celle-ci augmentait. Et il a pu déceler une corrélation entre la politique fiscale et réglementaire très lourde de ceux qui ont vu baisser leur population et celle, nettement plus libérale, de ceux qui ont vu leur population s'accroître.

En une seule année, la Californie, qui est certainement, de tous les Etats américains, celui qui fonctionne le plus "à l'européenne", avec des impôts locaux très lourds et de multiples réglementations très invasives, a perdu près de 350.000 habitants tandis que New York, dont la politique est assez comparable, en a perdu environ 300.000. C'est la traduction en chiffres de l'échec du système "big government high taxes" pratiqué, parfois sans le savoir, dans toute l'Union européenne et dans ces deux Etats "sociaux" que sont New York et la Californie. Ceux-ci, de même que l'Illinois (Detroit) et les autres Etats de la région

new-yorkaise (New Jersey, Massachusetts, Maryland), perdent en tout un million et demi d'habitants en un an. De l'autre côté, c'est un afflux de nouveaux habitants très marqué qui a eu lieu en Floride (+310.000 habitants) et au Texas (+231.000) et en général dans les Etats plus libres en économie.

L'important n'est peut-être pas, malgré la conclusion qu'en tire Dan Mitchell, de dire que le courant migratoire s'est instauré entre les *blue states* (ceux dirigés par les démocrates) vers les *red states* (gouvernés par les républicains). Ce n'est pas une question de parti mais bien de politique. Et là, il faut bien remarquer qu'en général la politique suivie par les Etats républicains est nettement plus libérale sur le plan économique



La politique du "tout à l'Etat" coûte très cher et peut même aboutir à l'exact inverse du but recherché.

que dans les Etats les plus démocrates comme, précisément, la Californie et New York.

Ce que montre l'étude, c'est que la politique du "tout à l'Etat" coûte très cher et peut même aboutir à l'exact inverse du but recherché. A force de vouloir augmenter les recettes fiscales, on perd finalement des impôts, tout simplement parce que l'on perd des contribuables. Et encore, l'émigration qu'a constatée Mitchell porte sur les individus. On sait que partout, même aux Etats-Unis, il est souvent plus facile de déplacer une entreprise (comme Tesla de la Californie vers le Texas...) que de déplacer des individus, et donc des familles.

Les Etats européens devraient s'en rendre compte, eux qui donnent de plus en plus de raisons à leurs habitants et à leurs entreprises de partir. Ailleurs en Europe, et aussi hors d'Europe. **T**